

**World Inequality: A Challenge to Globalisation**  
**International Conference, Egmont Palace, Place du Petit Sablon, Brussels, Belgium**

**17 – 18 March 2008**

**Mr. Jean Gadrey**

**Inequality and the Movements for an Alternative Globalization**

Certains mouvements de la société civile considèrent que l'inégalité est un défi à la globalisation, mais aussi que la globalisation actuelle menace l'égalité.

La globalisation est globalement insupportable sur le plan des inégalités globales. L'écart entre les plus riches et les plus pauvres va croissant même si les constats sont divers. Cet écart est l'une des explications des résistances à la globalisation financière qui s'est imposée depuis les années '80, avec très peu de contrepouvoirs à l'époque, parce que les institutions internationales, le FMI, la BM, l'OMC non seulement n'ont pas cherché à imposer des régulations sociales et écologiques, mais au contraire, ont poussé à la dérégulation générale et au libre échange, sans règles de protection, sous la pression de certains Etats ( dont les Etats-Unis) et des firmes multinationales.

Cette forme de globalisation a freiné et parfois inversé un mouvement qui existait dans la période antérieure et dont on n'a pas parlé jusqu'ici. Ce mouvement était un mouvement de réduction des inégalités - « within countries and among most countries ».

Les dividendes versés aux actionnaires ont connu une véritable explosion ces dernières années. Le poids des revenus allant aux 1% les plus riches s'est envolé pendant que le nombre de très pauvres dans le monde restait énorme - selon certains, il serait encore en train d'augmenter, en Afrique sub-saharienne, en Asie du sud et en Amérique latine. La globalisation a alors été souvent perçue comme une menace pour l'emploi, source d'inégalité et d'insécurité sociale aussi bien au Sud qu'au Nord.

Les mouvements pour une autre globalisation (en France, on les appelle les « altermondialistes ») ne sont pas du tout des mouvements « anti »- mondialisation. Au contraire, ils se battent pour des coopérations et des règles à l'échelle globale. Ils sont nés en partie de la protestation contre la progression des inégalités et des injustices dans un monde économiquement de plus en plus riche, mais aussi de la résistance contre la domination excessive d'un pouvoir économique trop concentré. Ces contrepouvoirs de la société civile ont fait une grande partie du travail que la BM, le FMI et l'OMC n'ont pas fait au cours des années '80 et '90. Ces dernières organisations internationales ont marginalisé les Nations Unies, freiné leur évolution, en prenant leur place pour conduire une globalisation largement inégalitaire.

Maintenant, les choses sont en train de changer, parce que la société civile a résisté et résiste avec des ONG, des mouvements de peuples indigènes, des mouvements des femmes et des petit paysans, des mouvements écologiques etc. Une autre globalisation s'est mise en place pour proposer de nouvelles règles sociales et environnementales, de nouveaux droits, de nouvelles taxes et une redistribution des richesses sur la base de ces nouvelles taxes, sans oublier la revendication très importante de l'annulation de la dette du Sud. Le FMI et l'OMC connaissent une crise profonde qui exigera des réformes de grande ampleur que Tomas Manza évoquées.

Les acteurs pour une autre globalisation constituent une alliance des sociétés civiles du Nord et du Sud et d'institutions internationales à démocratiser en faisant une place plus importante au Sud.

La société civile sait aujourd'hui qu'elle peut compter sur certaines institutions internationales comme point d'appui pour certaines mobilisations.

L'association ATTAC France diffuse régulièrement des analyses et des prises de position du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'UNESCO, de la CNUCED, etc... Ces institutions doivent pouvoir s'appuyer sur une démocratie participative impliquant les associations, les ONGs, la société civile mondiale. En fait, Sen l'a montré, les famines n'existent pas dans les pays, même très pauvres, qui connaissent la liberté d'expression et la liberté de la presse. Maintenant, il faut aller plus loin pour réduire les inégalités qui peuvent conduire à des conflits mondiaux. Il faut faire fonctionner la démocratie. C'est l'un des rôles des mouvements pacifiques de la société civile pour une autre globalisation.

Un autre danger est le fait que nous sommes confrontés à une crise écologique sans précédent avec des conséquences néfastes d'abord pour les plus pauvres de la planète : le réchauffement climatique et ses impacts multiples, la destruction des écosystèmes, la pénurie de ressources fossiles et d'eau et une crise alimentaire qui s'annonce.

Selon le rapport 2007-2008 du Programme des Nations Unies pour le Développement, ces phénomènes interdépendants sont en train de provoquer un arrêt du développement et de saper les Objectifs du Millénaire. On ne pourra pas résoudre la crise écologique sans réduire fortement les inégalités mondiales. Ce sont d'abord les plus riches qui détruisent la planète et les plus pauvres qui sont les victimes. La dette écologique des riches par rapport aux pauvres, et celle des pays riches par rapport aux pays pauvres, sont énormes.

La crise des subprimes, de l'endettement financier à hauts risques, n'est peut-être rien à côté de la crise future de « subprimes écologiques ». On n'a pas su réguler à temps les dettes financières à hauts risques et on n'a pas encore avancé beaucoup dans l'annulation de la dette des pays du Sud. Saura-t-on prévenir les dégâts pour l'humanité de l'endettement écologique fantastique du Nord et des plus riches ? C'est typiquement un problème de réduction des inégalités mondiales de pression écologique, sous contrainte de ressources naturelles en quantité finie. Il va devenir l'un des plus importants enjeux des décennies futures pour une globalisation équitable et soutenable.